

## LES FAITS MARQUANTS DE CANCUN 29 NOVEMBRE 2010

La Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques à Cancun s'est ouverte ce lundi. Dans la matinée a eu lieu la séance plénière d'ouverture de la Conférence des Parties (CdP). Dans l'après-midi se sont tenues les séances plénières de la Conférence des parties siégeant en tant que Réunion des parties (CdP/RdP) au Protocole de Kyoto et du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA); le Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP) s'est également réuni. Dans la soirée, le groupe de contact de l'AWG-LCA sur la préparation d'un résultat pour la CdP 16 et le groupe de contact de l'AWG-KP sur les nouveaux engagements de l'Annexe I ont également siégé.

### CDP

Lykke Friis, du ministère chargé du changement climatique et de l'énergie, Danemark, au nom de la présidente de la CdP 15, a souligné la nécessité d'une « réponse aux changements climatiques qui corresponde à la réalité », et de progrès décisifs vers un résultat juridiquement contraignant. Elle a également exhorté les délégués à prouver que «le changement climatique n'a pas été mis sur la glace» à Copenhague et que «Cancun peut y arriver.»

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Élection du président de la CdP 16. Les parties ont élu Patricia Espinosa, Ministre des affaires étrangères du Mexique présidente de la CdP 16. Espinosa a présenté Cancun comme une opportunité de progresser et de passer des discours aux actes sur plusieurs fronts, et a souligné que la crédibilité du système multilatéral est en jeu. Elle a insisté sur le fait qu'un ensemble de décisions globale et équilibré est à la portée des parties.

**Règles et Procédures:** Espinosa, la présidente de la CdP, a rappelé aux parties l'usage depuis la CdP 1 qui consiste à appliquer le projet de règlement intérieur (FCCC/CP/1996/2) à l'exception du projet de l'article 42 sur le vote. Elle a indiqué que la question est restée non résolue après la CdP 15 et les consultations intersessions du président de la CdP.

Le représentant de la PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a exprimé de sérieuses préoccupations concernant la dépendance continue par rapport au consensus et au «plus petit commun dénominateur». Il a souligné que Copenhague n'a pas été un échec politique, mais un échec de procédure, et a relevé que 140 parties ont par la suite exprimé leur soutien à l'Accord de Copenhague. Il a déclaré qu'une minorité freine les progrès et que le temps est venu d'aller de l'avant dans le cadre de la CCNUCC avec la possibilité de procéder au vote «lorsque toutes les tentatives auront échoué», ou de chercher ailleurs les solutions.

LA BOLIVIE a déclaré que le problème à Copenhague n'était pas à propos de la règle du consensus, mais que le processus multilatéral n'a pas été respecté, et a souligné la nécessité de préserver la règle du consensus. L'INDE et l'ARABIE SAOUDITE ont décrit le consensus comme le principe suprême qui a donné naissance à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto, aux Accords de Marrakech et au Plan d'action de Bali, et qu'il doit être préservé.

Joel Hernández (Mexique) mènera les consultations informelles

**Ordre du jour:** Les parties ont adopté l'ordre du jour (FCCC/CP/2010/1) y compris le point sur le deuxième examen de l'Article 4.2 (b), resté en suspend.

**Élection des membres du bureau:** Espinosa, la présidente de la CdP a déclaré que les consultations sur l'élection des membres du bureau autres que le président sont en cours.

**Admission des observateurs:** Les parties ont convenu d'accréditer les organisations observatrices (FCCC/CP/2010/4), y compris l'Association sud-asiatique pour la Coopération régionale.

**Organisation du travail:** Les parties ont renvoyé plusieurs points de l'ordre du jour aux Organes subsidiaires. Espinosa, la présidente de la CdP, a souligné son engagement à travailler de manière à assurer l'inclusion, la transparence et le sens de l'urgence.

**Sessions futures:** L'Afrique du Sud a annoncé que la CdP 17 et la CdP/RdP 7 se tiendront à Durban, Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011. Espinosa, la présidente de la CdP a indiqué que les consultations sur le lieu de la CdP 18 et la CdP/RdP 8 sont en cours.

## DÉCLARATIONS LIMINAIRES

Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a appelé à des négociations conduites par les parties, transparentes et inclusives. Il a souligné la nécessité d'un équilibre entre les voies de négociations de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP. Le G-77/CHINE a insisté sur le besoin de financement complémentaire pour le Fonds Spécial pour les Changements Climatiques et le Fonds pour les PMA, l'adaptation par les pays en développement et les communications nationales des pays en développement. Il a souligné la nécessité d'une décision sur un fonds nouveau, la structure d'adressage, la portée, l'échelle et les ressources. Il a également souligné, entre autres: un fonds pour le fonctionnement de la nouvelle entité ; la responsabilisation, l'évaluation, le rapport et la vérification (MRV) des contributions des pays développés, et l'évaluation de l'adéquation des contributions financières.

L'Égypte, au nom de l'Arabie Saoudite, a déclaré qu'un résultat équilibré devra soutenir les efforts d'adaptation des pays en développement, encourager la participation volontaire dans les efforts internationaux visant à réduire les émissions et incorporer un mécanisme pour la mise en œuvre du financement, et des mesures technologiques dans les pays en développement.

Le délégué de la Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a souligné que Cancun est le «moment de livrer» et que le Groupe «ne peut pas et ne pourra pas accepter d'autres retards». Il a déclaré que des progrès appréciables ont été accomplis sur l'adaptation, le financement, REDD+, le renforcement des capacités et la technologie, mais que l'atténuation et la MRV constituent des questions d'importance nécessitant aussi un ensemble de décisions.

La GRENADINE, au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ETATS INSULAIRES (AOSIS), a souligné la difficulté à produire des résultats qui conduisent à une action immédiate dans tous les pays et à poser les bases pour terminer les travaux inachevés en Afrique du Sud. Il a appelé à un accord juridiquement contraignant de l'AWG-LCA qui peut être ratifié. La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a appelé à un accord sur un cadre d'adaptation global et a exhorté les pays développés à s'accorder sur un financement nouveau et complémentaire accessible à tous les pays. Belize, au nom du SYSTÈME D'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (SICA), a mis l'accent sur l'urgence de l'adaptation et souligné la nécessité d'une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, immédiatement après le premier, et a appelé à la conclusion d'un accord juridiquement contraignant en Afrique du Sud.

La représentante du Venezuela, au nom de l'ALLIANCE BOLIVARIENNE POUR LES PEOPLES DE NOTRE AMÉRIQUE (ALBA), a déclaré que le Protocole de Kyoto est un accord universel qui cristallise la détermination de tous les pays membres des Nations unies, à l'exception d'un pays, pour faire face au changement climatique en se basant sur l'équité et le principe de responsabilités communes, mais différenciées. Elle a appelé à un résultat inclusif et équilibré à Cancun, sans oublier les réalisations déjà faites par les pays.

Le Lesotho, au nom des PMA, a souligné que la CCNUCC devrait demeurer la plateforme internationale centrale pour le traitement du changement climatique. Il a déclaré que le résultat

pourrait être un ensemble de décisions équilibrées, mais que cela ne devrait pas exclure la possibilité d'un futur accord global juridiquement contraignant.

La Papouasie Nouvelle Guinée, au nom de la COALITION DES NATIONS DE FORET TROPICALE, appelé à une décision importante sur REDD+. Le Tajikistan, au nom des PAYS EN DÉVELOPPEMENT MONTAGNEUX ET ENCLAVÉS, a souligné les impacts des changements climatiques sur les glaciers, l'importance vitale de cette question pour les membres du Groupe et a exhorté la communauté internationale à faire des efforts pour régler le problème.

La Belgique, au nom de l'UE, a appelé à un ensemble équilibré au sein et entre les deux groupes de négociations. Il a déclaré que le résultat de Cancun doit : refléter autant que possible les progrès accomplis; contenir le cadre et la base d'un futur régime de changement climatique; réaliser de nouvelles étapes dans la MRV, l'atténuation, l'adaptation, le renforcement des capacités, le financement et la technologie; et accomplir le plus de progrès possible vers un résultat juridiquement contraignant.

Espinosa, la présidente de la CdP, a informé les parties qu'elle va mener des consultations sur l'atténuation avec les présidents des deux Groupes de travail spéciaux, adhérer aux principes de transparence et d'inclusion. Elle a également informé les parties que la plénière de bilan se tiendra samedi.

## CDP/RDP

Dans l'après-midi, Espinosa, la présidente de la CdP/RdP, a ouvert la CdP/RdP 6, en soulignant la nécessité d'un ensemble de décisions équilibré.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les parties ont adopté l'ordre du jour. (FCCC/KP/CMP/2010/1). Les parties ont transmis un certain nombre de questions aux Organes subsidiaires et ont convenu de l'Organisation du travail (FCCC/KP/CMP/2010/1 et Add.1, FCCC/SBI/2010/11, FCCC/SBSTA/2010/7 et FCCC/KP/AWG/2010/15).

## DÉCLARATIONS LIMINAIRES

La Grenade, au nom de l'AOSIS, a souligné l'objectif à Cancun consistant à s'accorder sur l'amendement du Protocole de Kyoto, conformément à son Article 3.9 (Annexe I, nouveaux engagements) et sur des modifications corrélatives visant à assurer l'efficacité du Protocole. Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a mis l'accent sur le mandat de l'AWG-KP et a souligné qu'une deuxième période d'engagement doit être établie en vertu du Protocole de Kyoto après 2012 comme base pour les engagements comparables de réductions d'émissions de l'Annexe I. L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a souligné qu'un accord dans le cadre de l'AWG-LCA ne sera pas possible, à moins qu'un accord soit conclu sur une deuxième période d'engagement du Protocole.

La Belgique, au nom de l'UE, a déclaré qu'un résultat de Cancun devrait expliquer davantage aux parties les objectifs de réduction d'émission afin de limiter la moyenne du réchauffement planétaire à 2°C et d'inscrire ces objectifs sous le processus de l'AWG-KP. L'UE a exprimé sa volonté à prendre des engagements pour une deuxième période dans le cadre d'un résultat élargi qui implique toutes les grandes économies.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a appelé à des progrès sur les points tels que l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) et les mécanismes de flexibilité, et a fait part de son engagement

à des actions continues et efficaces sur le changement climatique, maintenant, jusqu'en 2012 et au-delà. La Suisse, au nom de l'EIG, a souligné la nécessité d'efforts concertés par les pays de l'Annexe I et les pays non parties à l'Annexe I. Elle a demandé que les promesses de réduction d'émissions de l'Annexe I soient reflétées et a souligné l'importance d'une décision sur la continuité des mécanismes de marchés existants.

Le Lesotho, au nom des PMA, a appelé à l'adoption d'objectifs de réduction ambitieux afin d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement. La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a noté avec préoccupation l'absence de signaux politiques que les pays développés sont prêts à prendre des engagements de réductions d'émissions ambitieux juridiquement contraignants. La Bolivie, au nom de l'ALBA, a souligné que les engagements des pays développés ne peuvent pas être subordonnés au marché et aux mécanismes de flexibilité, ce qui permettrait d'éviter la responsabilité historique. Vanuatu, au nom des petits États insulaires du Pacifique en développement, a appelé à des objectifs ambitieux et juridiquement contraignants par les pays de l'Annexe I et a souligné la nécessité d'une deuxième période d'engagement dans le cadre du Protocole afin de combattre la « crise climatique ».

#### AWG-KP

John Ashe (Antigua et Barbuda), président de l'AWG-KP, a rappelé que l'AWG-KP devrait conclure ses travaux à Cancun et présenter ses conclusions à la CdP/RdP 6.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les parties ont adopté l'ordre du jour (FCCC/KP/AWG/2010/15) et convenu de l'organisation du travail (FCCC/KP/AWG/2010/16).

**DÉCLARATION LIMINAIRES:** Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a exhorté les parties à l'Annexe I à combler l'écart entre les annonces de réductions d'émissions actuelles et ce qui est requis par la science. La Belgique, au nom de l'UE, a déclaré que le résultat de Cancun devra préserver l'architecture du Protocole de Kyoto et confirmer le maintien de ses institutions, mais a noté que des progrès dans le cadre de l'AWG-KP uniquement seront insuffisants. L'Australie, au nom du Groupe de coordination a déclaré que l'accord sur le travail effectué par l'AWG-KP devra faire partie d'un résultat global qui tient compte de l'AWG-LCA. La République démocratique du Congo, au nom du Groupe africain, a souligné que l'AWG-LCA devra parvenir à un accord sur les engagements d'atténuation comparables pour les pays de l'Annexes I non parties au Protocole de Kyoto.

Le Lesotho, au nom des PMA, a déclaré que les parties visées à l'Annexe I devraient accroître les niveaux d'ambition de leurs engagements de réduction d'émissions, et la Grenade, au nom de l'AOSIS, a indiqué que les lacunes telles que le report des surplus des UQA et les règles comptables faibles de l'UTCATF devraient être évitées. Liechtenstein, au nom de l'EIG, a souligné la nécessité de plus de progrès sur la conversion des promesses en objectifs de réduction et de limitation chiffrés (QERLOS), la période d'engagement et le report des UQA.

**NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I :** Sur ce point (FCCC/KP/AWG/2010/17 et MISC.7), Ashe, le président de l'AWG-KP a proposé l'établissement d'un unique groupe de contact, et les parties ont accepté, à l'issue des consultations.

#### AWG-LCA

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe), présidente de l'AWG-LCA, a ouvert la session et les parties ont adopté l'ordre du jour (FCCC/AWGLCA/2010/16) et convenu de l'organisation des travaux (FCCC/AWGLCA/2010/17).

**PRÉPARATION D'UN RÉSULTAT À CANCUN POUR LA CdP 16 :** Le Secrétariat a introduit les documents FCCC/AWGLCA/2010/14, FCCC/AWGLCA/2010/17, FCCC/AWGLCA/2010/INF.1, FCCC/AWGLCA/2010/CRP.1, FCCC/AWGLCA/2010/MISC.8 & Add.1 et FCCC/AWGLCA/2010/MISC.9 & Add.1).

Le Mexique a expliqué que son pays avait tenu un certain nombre de consultations avec les parties et les intervenants tout au long de l'année, dans le cadre des préparatifs pour Cancun, soulignant entre autres une réunion sur l'atténuation, y compris la MVR et la réunion ministérielle pré-CdP après Tianjin. Il a indiqué que les réunions étaient ouvertes à tous les gouvernements intéressés et qu'elles ont aidé le Mexique à comprendre les vues des parties. Il a souligné que la réussite à Cancun confirmera que le système multilatéral constitue le meilleur forum où traiter les défis communs

L'ETHIOPIE a présenté un rapport sur le Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général sur le financement des changements climatiques. Elle a souligné la conclusion qu'il sera difficile, mais possible de mobiliser 100 milliards de dollars annuellement pour l'action climatique des pays en développement d'ici 2020 et que la combinaison de différentes sources sera nécessaire. Il a noté que son pays a présenté le rapport du Groupe au Secrétariat afin qu'il puisse apporter une contribution substantielle aux négociations.

La GRENADINE a fait rapport sur une réunion ministérielle informelle organisée par la Grenade et le Mexique en novembre, avec la participation de 42 pays membres et non-membres de l'AOSIS. Elle a souligné, entre autres, un accord sur l'urgence des mesures d'atténuation, l'intérêt général que suscite une deuxième période d'engagement au titre du Protocole et de la nécessité d'un nouveau fonds au titre de la Convention. Le COSTA RICA a présenté les résultats de la troisième réunion du dialogue de Cartagena sur l'action progressive, où les domaines prioritaires pour un ensemble équilibré avaient été identifiés.

La présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, a discuté des consultations informelles qu'elle a menées à Tianjin concernant le résultat de Cancun, soulignant le désir partagé d'un résultat équilibré et complet qui : respecte l'approche à deux voies ; équilibre les éléments du plan d'action de Bali ; est équilibré en ce qui a trait au niveau de détail ; et ne préjuge pas de futurs résultats juridiquement contraignants. Elle a mis l'accent sur sa note concernant les éléments possibles d'un résultat (FCCC/AWGLCA/2010/CRP.1), indiquant que les éléments ne sont pas tous entièrement élaborés, reflétant l'état actuel des progrès. La présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, a indiqué que les éléments ont été présentés de façon à trouver un terrain d'entente, n'ont aucun statut formel et ne remplaceront pas le texte de négociation officiel (FCCC/AWGLCA/2010/14), qui contient l'éventail complet des vues.

Les parties ont accepté d'établir un groupe de contact présidé par la présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, pour considérer le point de l'ordre du jour.



**DÉCLARATIONS LIMINAIRES:** Le Yémen, pour le G-77/CHINA, a identifié la nécessité de respecter l'équilibre entre les deux voies de négociation et a souligné que le résultat ne devrait pas compromettre ou préjuger l'objectif global d'atteindre un résultat complet, juste, ambitieux et juridiquement contraignant dans le futur. Le Lesotho, au nom des PAM, a réclamé un cadre d'adaptation couvrant la totalité des coûts, de même qu'un mécanisme international pour traiter des pertes et dommages.

La Grenade, pour l'AOSIS, a demandé un processus pour renforcer les engagements de réduction des émissions communiqués à la CCNUCC, tout en notant que la reconnaissance des engagements ne devrait pas être employée pour miner la voie de l'AWG-KP. Elle a accentué le fait qu'un cadre d'adaptation « vide » ne serait pas acceptable pour l'AOSIS et s'est enquis de l'opposition à un mécanisme pour les pertes et dommages. L'Australie, pour le GROUPE DE COORDINATION, a noté que Cancún devrait aider à la préparation d'un accord juridiquement contraignant, qui inclut des engagements par toutes les économies majeures. Elle a appelé à : un progrès sur les MRV et les consultations et analyse internationales (CAI) ; un plan de travail pour les finances du climat ; un cadre pour l'adaptation ; des détails sur les institutions en matière de technologie ; et l'établissement d'un mécanisme REDD+. Elle a accueilli avec satisfaction la note de la présidente concernant le résultat et a réclamé des détails sur les MRV et l'atténuation.

La République Démocratique du Congo, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a noté une volonté de travailler sur la base de la note de la présidente, mais a souligné que les éléments clés du texte de négociation d'août avaient été perdus, en particulier en ce qui a trait à la vision partagée, à l'atténuation, aux finances et au renforcement des capacités.

La Belgique, pour l'UE, a accueilli favorablement la note de la présidente, mais a souligné que les éléments concernant l'atténuation et les MRV sont absents. Il a dit que les délégués à Cancún devraient s'entendre sur les principes clés du Fonds vert pour le climat de Copenhague, avec un processus d'examen périodique du financement pour le climat. Il a réclamé des étapes incrémentales pour tous les éléments constitutifs et a déclaré que plus que 2 milliards de € avaient été mobilisés en 2010.

L'Égypte, pour le GROUPE ARABE, a noté les éléments absents de la note de la présidente sur le résultat et a réclamé de travailler sur la base du texte de négociation d'août. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la COALITION POUR DES NATIONS DE FORÊT TROPICALE, a réclamé la conclusion des discussions sur la REDD+ et pour un financement proportionné, régulier et soutenable provenant de sources multiples. La République de Corée, pour le GIE, a souligné le besoin de flexibilité pour réaliser un résultat équilibré et efficace au niveau environnemental. Le Venezuela, pour l'ALBA, a réclamé des décisions à Cancún qui résulteraient en l'adoption d'un accord juridiquement contraignant en Afrique du Sud, respectant les deux voies de négociation. Le Belize, pour le SICA, a souligné le besoin d'objectifs robustes au niveau environnemental concernant l'atténuation et des engagements financiers crédibles et judiciaires qui permettront l'accès direct.

## **GROUPE DE CONTACT**

**NOUVEAUX ENGAGEMENTS DES PARTIES À L'ANNEXE I (AWG-KP) :** Lundi en soirée, le président de l'AWG-KP, Ashe, a présenté sa proposition (FCCC/KP/ AWG/2010/CRP.4), qui contient un texte de projet de décision

sur les amendements au Protocole de Kyoto conformément à son article 3.9 (Nouveaux engagements des parties à l'Annexe I), l'UTCATF, les mécanismes de flexibilité, les questions méthodologiques et les conséquences potentielles. Les parties ont accepté d'établir des groupes informels portant sur : les amendements au Protocole de Kyoto conformément à son article 3.9, cofacilité par Jürgen Lefevere (Commission Européenne) et Leon Charles (Grenade) ; l'UTCATF, cofacilité par Marcelo Rocha (Brésil) et Peter Iversen (Danemark) ; les mécanismes de flexibilité et les questions méthodologiques, facilité par le vice-président de l'AWG-KP, Adrian Macey (Nouvelle-Zélande) ; et les conséquences potentielles, cofacilité par Andrew Ure (Australie) et Eduardo Calvo Buendía (Pérou).

**PRÉPARATION D'UN RÉSULTAT POUR LA CDP 16 (AWG-LCA) :** La présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, a ouvert la première rencontre du groupe de contact de l'AWG-LCA, lundi en soirée. Les parties étaient d'accord sur la poursuite des travaux des quatre groupes de rédaction portant sur : la vision partagée, facilité par Anders Turesson (Suède) ; l'adaptation, facilité par Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) ; l'atténuation, cofacilité par Richard Muyungi (Tanzanie) et Helen Plume (Nouvelle-Zélande) ; et les finances, technologie et renforcement des capacités, cofacilité par Burhan Gafoor (Singapour) et Kunihiko Shimada (Japon).

## **DANS LES COULOIRS**

Cancún a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence sur les changements climatiques de l'ONU avec un soleil radieux, des plages sablonneuses et les eaux bleu cristal des Caraïbes. Cependant, plusieurs délégués arrivant à la conférence n'étaient pas d'humeur optimiste. Les attentes concernant un résultat qui soit ambitieux et suffisamment important pour relever le défi du changement climatique sont très inférieures à ce qu'elles étaient à Copenhague l'année dernière. Pour la plupart, un résultat positif à Cancún signifierait « un paquet équilibré » incluant des questions telles que le fonds vert, un mécanisme de technologie, la REDD+, l'adaptation et les MRV/ICA, laissant probablement les questions plus difficiles, mais cruciales, telles que l'atténuation et la forme juridique, à une résolution ultérieure. « Conclure un accord sur ces questions serait assurément un progrès, mais ce ne sera pas suffisant pour éviter le danger du changement climatique, je ne suis donc pas très enthousiaste concernant les perspectives, » a noté un vétéran chevronné.

La logistique de la conférence était un sujet des plus populaires parmi ceux n'étant pas logés sur le site de la conférence. Tandis que les négociations ont lieu au Moon Palace, qui est normalement à environ 20 à 45 minutes de la plupart des hôtels - le lourd trafic du matin et les nombreux points de contrôle policiers ont eu pour résultats que beaucoup de délégués ont passé plusieurs heures dans l'embouteillage. En outre, les négociateurs doivent dépasser le Moon Palace pour rejoindre au deuxième site, Cancún Messe (ou le Cancún « mess », tel que l'on baptisé certains) pour passer par un contrôle de sécurité, prendre une navette et voyager un autre 20 minutes pour se retrouver à nouveau au Moon Palace. « Il nous a fallu presque trois heures pour arriver ici ce matin et il faudra probablement compter une heure ou plus pour retourner. Sachant à quel point ces conférences sont épuisantes, même sans longs trajets, je suis assez inquiet ! » a remarqué un délégué montant à bord de la navette suite à la réception d'ouverture sous les étoiles.